NOUVEAUTÉS À LA BIBLIOTHÈQUE
18 JANVIER 2017

DANS CE NUMÉRO

Acquisitions récentes ♦ Gazette officielle du Québec, partie 2

ACQUISITIONS RÉCENTES

ÉDUCATION

1. Kamanzi, Pierre C.; Bastien, Nicolas; Doray, Pierre; Magnan, Marie-Odile. **« Immigration et cheminements scolaires aux études supérieures au Canada : qui y va et quand? Une analyse longitudinale à partir du modèle de Cox.** *Revue canadienne d'enseignement supérieur.* Vol. 46, no 2 (2016), p. 225-248.
Disponible en ligne : http://bit.ly/2k0XVGC

«Le présent article vise à analyser les cheminements scolaires de jeunes Canadiens issus de l'immigration qui font des études supérieures. Pour ce faire, nous utilisons le *modèle de risque proportionnel* de Cox. Les résultats obtenus à partir des données longitudinales de l'Enquête auprès des jeunes en transition (EJET) montrent que le risque d'accès aux études supérieures est plus élevé chez les étudiants issus de l'immigration que chez leurs pairs dont les parents sont Canadiens de naissance. La différence varie de 3 à 35 points de pourcentage parmi ceux de première génération et de 4 à 13 points de pourcentage parmi ceux de deuxième génération. Par ailleurs, il existe des différences marquées entre les différents groupes d'étudiants issus de l'immigration, en ce qui concerne l'âge d'entrée aux études supérieures, la persévérance et le type de diplôme obtenu à l'âge de 24 ans. Bien que cette différence diminue relativement lorsqu'on tient compte des ressources des parents et des variables associées à l'expérience scolaire de l'élève au secondaire, elle demeure statistiquement significative.»

ÉDUCATION

2. Québec (Province). Conseil du statut de la femme. **L'égalité entre les sexes en milieu scolaire : avis.** Québec: Conseil du statut de la femme, 2016. 152 p.
A11S8 E43 2016
Disponible en ligne : http://bit.ly/2jwHYY0

« Plus concrètement, cet avis rappelle d'abord l'histoire du système scolaire québécois au regard de l'égalité entre les sexes. Il propose une analyse des manuels approuvés pour les programmes d'éthique et culture religieuse et d'histoire et éducation à la citoyenneté (ordres primaire et secondaire) qui mesure les avancées et les limites de la pénétration dans ces documents des savoirs sur les femmes, les féminismes et les inégalités de sexe. Il présente ensuite les résultats d'une enquête par questionnaire menée auprès des membres du personnel scolaire québécois pour mieux connaître leurs représentations et leurs pratiques de gestion de la mixité et des contenus éducatifs. »

ÉLECTIONS ET CONSULTATIONS POPULAIRES

3. Deutsch, Julia. **A Canadian is a Canadian is a Canadian ... Resident? Expatriate Voting Rights in Canada.** *Journal of Parliamentary and Political Law = Revue de droit parlementaire et politique.* Vol. 10, no 3 (November/novembre 2016), p. 649-677.

   « In 1950, Justice Jackson observed that: "Citizenship as a head of jurisdiction and a ground of protection was old when Paul invoked it in his appeal to Caesar. The years have not destroyed nor diminished the importance of citizenship changed over the past two millennia? The present article explores this problem by focusing on the voting rights of non-resident citizens commonly referred to as "expatriates". »

4. Dundas, Jeanelle. **Beyond Fairness: Section 3 of the Charter and Electoral Reform.** *Journal of Parliamentary and Political Law = Revue de droit parlementaire et politique.* Vol. 10, no 3 (November/novembre 2016), p. 559-581.

   « If the stability of an established democracy depends in part on the adoption of institutions that are appropriate for the structure of its society, then Canada has some work to do, as this article will ultimately conclude that our electoral system is behind. It will suggest that reform is an important tool that could be used to address a lingering democratic malaise, exemplified by low voter turnout, and suggest that the current first-past-the-post system and an increasingly diverse electorate and party system are no longer compatible. »

5. Ponsford, Matthew P. **The Law, Policy, and Politics of Federal By-Elections in Canada.** *Journal of Parliamentary and Political Law = Revue de droit parlementaire et politique.* Vol. 10, no 3 (November/novembre 2016), p. 583-627.

   « In this analysis, I aim to elucidate several key aspects of laws governing federal by-elections in Canada, both in contrast and similarity to general election laws and policies. I begin with a brief overview of the history and purpose of federal by-elections in Canada, followed by statutory examination of the Canada Elections Act and Parliament of Canada Act (including laws pertaining to resignations and vacancies). I proceed to examining the role of the Chief Electoral Officer of Canada and the Speaker of the House of Commons, including case studies of Elections Canada and the Electoral Commission of New Zealand. Nest, I discuss select jurisprudence, highlighting two particularly timely cases. »

6. St-Hilaire, Maxime. **De la compétence sur la révision du système électoral fédéral.** *Journal of Parliamentary and Political Law = Revue de droit parlementaire et politique.* Vol. 10, no 3 (November/novembre 2016), p. 641-648.

   « Dans la lettre ouverte qu'ils ont fait paraître dans *Le Devoir* du 11 février dernier, Alexandre Thibault et Patrick Taillon, respectivement étudiant et professeur à la Faculté de droit de l'Université Laval, soutenaient hardiment que la révision du système électoral de la Chambre des communes, promise par celui qui était en passe de devenir le 23^{e} premier ministre du Canada, ne pourrait se faire qu'au moyen d'une modification constitutionnelle formelle et véritable, qu'ils se sont gardés d'indiquer précisément, mais qui exigerait, en application de l'Article 38, 41 , 42 ou 43 de la *Loi constitutionnelle de 1982*, l'agrément d'un nombre variable d'assemblées législatives provinciales. Le présent texte répond à leurs arguments pour soutenir le contraire : la loi suprême, même lorsque interprétée, comme il se doit, d'une manière non littérale selon laquelle la procédure de modification de dispositions en vigueur mais aussi à l'adoption de dispositions nouvelles en tant que modification d'une « architecture », et même encore en

tenant compte des « principes non écrits » qui la complètent, autorise le Parlement fédéral à revoir seul le système électoral de la Chambre des communes. »

ÉTHIQUE

7. **[Dossier]: Renforcer la confiance dans les gouvernements : l'éthique dans la Fonction publique.** *Public Sector Management = Management secteur Public.* Vol. 27, no 3 (2016), p. 5-23.

   Quelques titres : L'éthique dans la Fonction publique / Renforcer la confiance dans les gouvernements : Conférence sur l'éthique du secteur public - Rapport du rapporteur / Discours d'ouverture - Quelques réflexions sur le traitement canadien des questions d'éthique / Livrer un code de déontologie des dirigeants publics en Tanzanie.

FINANCES PUBLIQUES

8. Atkinson, Michael M.; Mou, Haizhen; Bruce, Peter. **Fiscal Rules in the Canadian Provinces: Abject Failure or Qualified Success?** *Canadian Public Administration = Administration publique du Canada.* Vol. 59, no 4 (December/décembre 2016), p. 495-515.
   Disponible en ligne : http://bit.ly/2jkhqa5

   « La plupart des provinces canadiennes ont adopté des lois exigeant que les politiciens de toutes allégeances idéologiques atteignent chaque année des objectifs budgétaires équilibrés. Les critiques de ce genre de lois soutiennent que cela n'est pas nécessaire, contraignant et sujet à la manipulation. Nous examinons les lois provinciales concernant l'équilibre budgétaire avant et après la Grande récession et faisons valoir que la réponse des provinces doit être évaluée en tenant compte des multiples objectifs de la politique budgétaire et des changements de comportement introduits par les règles, y compris la non-conformité créative. Les règles devraient être évaluées en fonction de leur aptitude à contribuer à une bonne gouvernance des finances publiques, plutôt qu'en fonction de leur rigueur. »

LÉGISLATION

9. Strange, Helena. **Dual Language Legislation: What Can New Zealand Learn From the Canadian Model.** *Australasian Parliamentary Review.* Vol. 31, no 2 (Spring/Summer 2016), p. 130-144.

   « At the time of writing this paper, dual language legislation was becoming more common in New Zealand's House of Representatives. Despite this, no systems were in place to deal with drafting an entire Act in two languages. This paper compares how dual language drafting has evolved in both New Zealand and Canada and what key features of the Canadian model could be implemented in New Zealand. Jurilinguists and concurrent drafting are key features of the Canadian drafting model that could work well in New Zealand as they ensure consistency between the two language versions. »

PARLEMENTARISME

10. Coulson, Kylie. **Budget Scrutiny in Australian State Parliaments.** *Australasian Parliamentary Review.* Vol. 31, no 2 (Spring/Summer 2016), p. 103-116.

    « This paper responds to the 2016 APSG conference question "Are parliaments little more than a stage for a ritual but symbolic battle, or are they a genuine actor in the policy process?" through examination of the operation of budget estimates committees in Australia. Are these annual or semi-annual estimates

hearings used to critically examine the estimated and actual expenditures and operations of government, as intended? Or are they more often used for political point-scoring by parliamentarians, and considered irrelevant to policy development and implementation by senior officials? »

11. Edwards, Colin. **The Political Consequences of Hansard Editorial Policies: The Case for Greater Transparency.** *Australasian Parliamentary Review.* Vol. 31, no 2 (Spring/Summer 2016), p. 145-160.

    « In Westminster-style parliaments the official report of debates, or Hansard, has come to be regarded as the definitive account of parliamentary proceedings. But the process by which speeches given in the House are crafted into Hansard reports is not widely known or understood. When discrepancies are spotted between spoken speeches and reported speeches, it is often assumed that a member has altered the record - a practice that can have serious consequences because it raises the question of whether there has been an attempt to deliberately mislead the House. Focusing on specific examples drawn from Hansard for the House of Commons, the Commonwealth Parliament of Australia, and the New Zealand House of Representatives, this paper shows how such claims can have political consequences, and notes that any changes are usually made by Hansard, not members, in line with standard editorial policies. The paper describes those policies at a generic level and suggests that there is a need for greater transparency about them. »

12. Grenfell, Laura. **Parliaments' Reputation as the 'Pre-Eminent' Institution for Defending Rights: Do Parliamentary Committees Always Enhance this Reputation?** *Australasian Parliamentary Review.* Vol. 31, no 2 (Spring/Summer 2016), p. 34-45.

    « In considering parliament’s performance in protecting rights, my paper focuses on parliamentary committees. The aims of these committees broadly have been set out as acting as ‘parliamentary watchdogs’, ‘safeguards’, a forum for ‘unprejudiced’ nonpartisan discussion and also ‘a means for enhancing the standing of members of Parliament .. for their informed contribution’. In this paper I do not consider how parliamentary committees enhance the reputation of individual members but how, and whether, parliamentary committees, particularly rights-scrutiny committees for bills, enhance the reputation of parliament as a whole. »

13. Painter, Pauline. **New Kids on the Block or the Uusual[Sic] Suspects? Is Public Engagement with Committees Changing or is Participation in Committee Inquires[Sic] Still Dominated by a Handful of Organisations and Academics?** *Australasian Parliamentary Review.* Vol. 31, no 2 (Spring/Summer 2016), p. 67-83.

    « Committees play an important role in the democratic system of government in providing opportunities for groups and individuals to engage with Parliament. Committees have traditionally provided opportunities for community engagement through submissions and public hearings. However, this has been dominated by key stakeholder groups, academics, government agencies and interest groups, all of whom can be collectively known as the 'usual suspects'. With the changing face of technology, the new forms of participatory democracy and the rise of social change movements the article examines if this movement has had an influence on participation in committee inquiries. Movements such as Change.Org and Get Up have had success in bringing about policy change through direct petitioning of governments. But the mass petitioning of a committee inquiry presents challenges both procedurally and administratively. The article examines if this new interaction with committees has resulted in a change in the way the public engage. »

14. Stefanelli, Justine N. **Taking Back Control? Parliamentary Sovereignty and UK Membership in the EU.** *Journal of Parliamentary and Political Law = Revue de droit parlementaire et politique.* Vol. 10, no 3 (November/novembre 2016), p. 521-531.

    « This note explores the relationship between parliamentary sovereignty and UK membership in the EU. Following this brief introduction, Part II considers the political events which led to the June referendum. Part III focuses on the efforts made by Cameron to achieve a new deal for the UK, should it have voted to remain, and the withdrawal process, since it voted not to. Part IV focuses on the notion of parliamentary sovereignty, including the role it played when the UK became an EU member State, and some modern views of how the doctrine functions today. Part V concludes by identifying some unanswered questions and the role of Parliamentary ahead. »

POLITIQUE

15. Bouchard, Nancy. **The Dark Side of Public Participation: Participative Processes that Legitimize Elected Officials' Values.** *Canadian Public Administration = Administration publique du Canada.* Vol. 59, no 4 (December/décembre 2016), p. 516-537.
    Disponible en ligne : http://bit.ly/2jVaFdw

    « La littérature sur la participation publique soutient que la participation des citoyens dans le processus décisionnel renforce leur pouvoir et rehausse la démocratie. En nous appuyant sur des « conditions d'authenticité » suggérées dans cette littérature, nous démontrons que le processus participatif ayant supposément informé la nouvelle loi sur la prostitution au Canada a été manipulé pour légitimer une orientation législative que le parti au pouvoir avait adoptée bien avant que la Cour suprême n'invalide les lois qu'elles ont remplacées. Notre contribution est double: illustrer comment un processus participatif peut être manipulé pour endosser les valeurs d'élus; et identifier des facteurs qui pourraient être associés à ce résultat. Ultimement, cette analyse critique souhaite mettre en lumière une force souvent négligée dans la littérature : le pouvoir. »

16. Dionne, Benjamin. **La Primauté du droit au lendemain d'un référendum sur la sécession du Québec.** *Journal of Parliamentary and Political Law = Revue de droit parlementaire et politique.* Vol. 10, no 3 (November/novembre 2016), p. 533-558.

    « Dans le cadre de cet essai, nous aborderons les problématiques reliées à la primauté du droit soulevées par un éventuel référendum sur la sécession du Québec qui serait remporté par le camp du Oui. Nous débuterons par établir les questions en litige en lien avec notre problématique. Puis, nous exposerons le cadre analytique par lequel nous pourrons concevoir les enjeux en lien avec la primauté du droit. Finalement, nous explorerons les deux avenues ouvertes à l'État du Québec pour effectuer la sécession au lendemain d'un référendum victorieux du camp du Oui et ce qu'elles impliquent. »

17. Doran, Marie-Christine. **Le réveil démocratique du Chili : une histoire politique de l'exigence de justice (1990-2016).** Paris: Éditions Karthala, 2016. 377 p.
    320.983 D693 2016

    « Sorti de la dictature du général Pinochet en 1990, le Chili a longtemps été considéré en Amérique latine (et partout dans le monde) comme un modèle pour sa transition, pour la stabilité de ses institutions démocratiques et pour sa réconciliation nationale. Comment alors comprendre la vivacité des revendications démocratiques qui, vingt ans plus tard, marquent encore l'actualité chilienne, et ce notamment depuis 2012 ? Qui sont les acteurs de cette nouvelle vague d'émancipation politique et

pourquoi demandent-ils la transformation du modèle chilien, dénonçant une démocratie sans justice portée par les gouvernements de la transition et instaurée au nom de la peur du conflit social ? »

18. Heffernan, Richard; Hay, Colin; Russell, Meg; Cowley, Philip. **Developments in British Politics: 10.** London: Palgrave, Macmillan education, 2016. 356 p.
320.941 D489 2016

« In the 10th edition of this highly acclaimed text, leading authorities reflect on the latest developments in British politics. Drawing on current research, the chapters provide a state-of-the-art, yet accessible, account of British politics today. All the chapters are newly commissioned for this edition and together they provide a systematic analysis of key trends, issues and debates. Topics covered include the legacy of Cameron's governments, the politics of austerity, immigration, and the question of what, if anything, is distinctively 'British' about the British political system. »

POLITIQUE PUBLIQUE

19. Abelson, Donald E. **Northern Lights: Exploring Canada's Think Tank Landscape.** Montréal: McGill-Queen's University Press, 2016. 371 p.
320.6 A141 2016

« In Northern Lights, Donald Abelson explores the rise of think tanks in Canada and addresses many of the most commonly asked questions about how, and under what circumstances, they are able to affect public opinion and public policy. He identifies the ways in which Canadian think tanks often prioritize political advocacy over policy research, and seeks to explain why these organizations are well-suited and equipped to shape the discourse around key policy issues. The first comprehensive examination of think tanks in Canada, Northern Lights is both a primer for those looking to understand the role and function of think tanks in the policy-making process and a guide to the leading policy institutes in the country. »

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

20. Bourassa Forcier, Mélanie; Savard, Anne-Marie; Beauséjour-Gagné, Hélène; Cain, Sarah. **L'encadrement juridique du panier public de services de santé et de services sociaux au Québec.** Montréal: Éditions Yvon Blais, 2016. 183 p.
347.14 '04321 B766 2016

« Cet ouvrage dresse un portrait de l'encadrement juridique du panier de services de santé et de services sociaux au Québec. Les auteurs font ressortir la pertinence de revoir le processus et les critères décisionnels sous-jacents à la détermination et à la délimitation du panier de services de santé et de services sociaux au Québec. Elles nous laissent finalement conclure qu'une vision élargie du concept de panier de services est nécessaire pour que le système de santé soit en meilleure adéquation avec les besoins populationnels actuels. »

21. Kershaw, Paul; Anderson, Lynell. **Measuring the Age Distribution in Canadian Social Spending.** *Canadian Public Administration = Administration publique du Canada.* Vol. 59, no 4 (December/décembre 2016), p. 556-579.
Disponible en ligne : http://bit.ly/2iDcbA9

« Les gouvernements canadiens n'indiquent pas comment leurs dépenses sont ventilées selon l'âge. Pour tenter de combler cette lacune, nous documentons une méthode pour calculer le total des dépenses annuelles par personne relatives aux programmes sociaux pour les tranches les plus jeunes et les plus

âgées de la population. Nous estimons qu'en 2012, les gouvernements dans leur ensemble ont dépensé de 33 321 $ à 40 152 $ par personne pour les plus de 65 ans, de 13 635 $ à 14 800 $ par personne pour les 45 à 64 ans, et de 10 406 $ à 11 614 $ par personne pour les moins de 45 ans. Le calcul de la ventilation annuelle selon l'âge des dépenses relatives aux programmes sociaux est nécessaire pour évaluer les engagements du Canada envers l'équité intergénérationnelle, et pour adapter les politiques aux tendances démographiques et socio-économiques auxquelles font face les citoyens les plus jeunes et les plus âgés. »

22. Régis, Catherine; Girard, Marie-Andrée. **La disparité des soins néonatals : le cas du Nunavik.** *Policy Options = Options politiques.* 5 janvier 2017.
Disponible en ligne : http://bit.ly/2jsAt4r

« La question de la juste utilisation des ressources suscite souvent des débats polarisants, notamment lorsqu'on touche au domaine des soins de santé. La nécessaire répartition des ressources doit respecter au minimum les principes de justice et d'égalité enchâssés dans la Charte canadienne des droits et libertés, la Charte des droits et libertés de la personne, la Loi canadienne sur la santé (LCS) et la Loi sur les services de santé et les services sociaux (LSSSS). Nous explorons ici des situations bien réelles qui remettent en cause ce pacte de justice : la mortalité infantile au Nunavik et les soins quaternaires en néonatalogie dispensés dans les villes du Québec. Certes, cette comparaison peut sembler arbitraire en considération de l'ensemble des enjeux. Nous l'admettons d'emblée. Mais nous l'avons choisie parce que, d'une part, les deux situations concernent les nouveau-nés, et que, d'autre part, l'écart dans l'allocation des ressources est si important qu'il provoque un questionnement. C'est l'objectif que nous poursuivons. »

SÉCURITÉ DU REVENU

23. Couturier, Eve-Lyne. **Vers un revenu minimum garanti au Québec?** *Relations.* No 788 (février 2017), p. 32-34.

« L'idée d'un revenu minimum garanti recommence à être évoquée au Québec alors que des projets en ce sens avancent ailleurs dans le monde. Mais à quelles conditions une telle mesure appuie un vrai projet de solidarité sociale? »

SÉCURITÉ PUBLIQUE

24. De Montigny, Yves. **La sécurité nationale devant les tribunaux : un équilibre précaire entre droits fondamentaux et sûreté de l'État.** Montréal: Les Éditions Thémis, 2016. 127 p. (Conférences Chevrette-Marx; 1).
347.1 '02418 S446 2015

« Comment les tribunaux se sont-ils acquittés du mandat que leur confie la Constitution canadienne? Ont-ils su faire preuve d'indépendance d'esprit et résister aux pressions qui s'exercent sur eux, tant de la part de ceux pour qui la sécurité n'a pas de prix et doit être sans faille que de la part de ceux qui, à l'inverse, estiment que la protection des droits fondamentaux est absolue et ne doit souffrir aucun compromis? Ont-ils au contraire capitulé devant les ardeurs et les arguments de l'un ou l'autre de ces groupes?

Pour obtenir un de ces documents, communiquez avec la Bibliothèque.

GAZETTE OFFICIELLE DU QUÉBEC, PARTIE 2

Haut

Accédez à ce numéro de la Gazette

LOIS 2016

110 Loi concernant le régime de négociation des conventions collectives et de règlement des différends dans le secteur municipal

Liste des projets de loi sanctionnés (2 novembre 2016)

RÈGLEMENT ET AUTRES ACTES

Code des professions — Activité de formation des sexologues pour l'évaluation des troubles sexuels

PROJETS DE RÈGLEMENT

Code des professions — Comptables professionnels agréés — Code de déontologie des comptables professionnels agréés

DÉCRETS ADMINISTRATIFS

1098-2016 Conclusion d'ententes avec certaines municipalités relatives à la prise en charge de la responsabilité du ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire de promouvoir l'amélioration de l'habitat et l'octroi de subventions pour l'exercice financier 2016-2017, afin de leur permettre de venir en aide aux propriétaires de résidences endommagées par la pyrrhotite

1111-2016 Fixation des tarifs et des conditions auxquels l'électricité est distribuée par Hydro-Québec à Silicium Québec société en commandite pour son usine de silicium à Bécancour

ARRÊTÉS MINISTÉRIELS

Mise en œuvre du Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents relativement aux dommages causés à la rue du Lac, dans la municipalité de Notre-Dame-du-Nord, à la suite d'un glissement de terrain

Mise en œuvre du Programme général d'aide financière lors de sinistres réels ou imminents relativement aux inondations survenues le 30 décembre 2016, dans des municipalités du Québec

Suspension temporaire de la réception de certaines demandes de certificat de sélection présentées par des ressortissants étrangers de la catégorie des ressortissants étrangers qui sont dans une situation particulière de détresse

Haut

Bonne lecture!

BIBLIOTHÈQUE
ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

ÉDIFICE PAMPHILE-LE MAY
1035, RUE DES PARLEMENTAIRES
QUÉBEC (QUÉBEC) G1A 1A3
TÉL. : 418 643-4408
bibliotheque@assnat.qc.ca
assnat.qc.ca/mediassociaux

* Si vous ne souhaitez plus recevoir cette publication, il suffit de nous en aviser par **courriel**.